

France-Algérie/20 ans après l'assassinat des moines de Tibéhirine Catholiques et musulmans célèbrent la "fraternité"

AFP
(Lyon/France)

PLUS de 400 catholiques et musulmans célèbreront, aujourd'hui et demain, en France "la fraternité" lors d'un hommage aux martyrs chrétiens d'Algérie, dont les moines de Tibéhirine assassinés il y a 20 ans, et aux "150.000 victimes" de la guerre civile algérienne des années 1990. "Prenant acte des tensions communautaires consécutives aux terribles attentats de ces derniers mois, ces commémora-

tions des événements de 1996 en Algérie cherchent à faire vivre à Lyon l'héritage d'amitié, d'estime, de confiance et d'admiration entre chrétiens et musulmans, selon l'exemple de Mgr Claverie (assassiné le 1er août 1996, NDLR), évêque d'Oran et ses compagnons martyrs qui ont donné leur vie pour leurs amis", explique l'archevêché de cette ville du centre-est de la France. Les cérémonies qui dureront deux jours en présence notamment du cardinal Philippe Barbarin, du recteur de la Grande Mosquée de Lyon Kamel Kabtane ou en-

core de Mgr Jean-Paul Vesco, évêque d'Oran, débiteront; aujourd'hui, avec le témoignage de Mgr Henri Teissier, archevêque émérite d'Alger et "témoin direct" de l'actualité algérienne entre 1994 et 1996. Demain, les familles des moines assassinés se réuniront notamment autour du Frère Thomas Georgeon, qui défend au Vatican la cause de leur béatification. Les sept moines de l'ordre cistercien de la stricte observance avaient été enlevés dans la nuit du 26 au 27 mars 1996 dans leur monas-

tère de Notre-Dame de l'Atlas, sur les hauteurs de Médéa, à 80 km au sud d'Alger. Leur mort avait été annoncée le 23 mai par un communiqué du Groupe islamique armé (GIA). Les têtes des moines trappistes avaient été retrouvées le 30 mai 1996. Leurs familles contestent la version officielle d'un crime islamiste. Une expertise de 2015 a conclu que la date de décès précéderait vraisemblablement d'un mois la date de la revendication et la décapitation pourrait être postérieure à la mort. Un

jugé a rapporté d'Algérie, en juin, des prélèvements faits en octobre 2014 sur les têtes des moines, éléments susceptibles de faire avancer l'enquête. Demain après-midi, le recteur Kabtane "accueillera tous ceux qui voudront prier côte à côte, dans le recueillement, à l'intention de la fraternité des hommes et des peuples en mémoire des victimes du terrorisme d'hier et d'aujourd'hui". Puis une messe solennelle en hommage aux "martyrs" d'Algérie sera célébrée par le cardinal Barbarin.

Afrique en bref

• Bénin/Explosion

Le gouvernement béninois a suspendu trois responsables administratifs de la localité de Tori, où une explosion à la décharge d'incinération de produits avariés a fait 16 morts et 92 blessés vendredi selon un nouveau bilan officiel.

• Burkina/Procès

Le procès des militaires auteurs présumés du coup d'Etat manqué contre le gouvernement de transition burkinabé, en septembre 2015, doit s'ouvrir, au plus tard, en janvier prochain, a annoncé, mercredi, le procureur militaire. Le 16 septembre, des soldats du régiment de sécurité présidentielle (RSP), l'ancienne garde prétorienne du président Blaise Compaoré, chassé du pouvoir fin octobre 2014 après 27 ans de règne, avaient pris en otage le président Michel Kafando, son Premier ministre Isaac Zida et l'ensemble du gouvernement. Ils avaient annoncé leur coup d'Etat le lendemain.

• Kenya/Somalie/Réfugiés

Le programme de rapatriement des Somaliens réfugiés dans le camp de Dadaab, dans le nord-est du Kenya, qui est basé sur la peur et la désinformation ne respecte pas les critères internationaux, a accusé jeudi Human Rights Watch (HRW).

A travers le monde

• USA/Police/Homicide

Un adolescent de 13 ans en possession d'un pistolet à air comprimé a été abattu, mercredi soir, à Columbus, dans le nord des Etats-Unis, par la police qui le soupçonnait d'avoir participé à une agression à main armée, selon les autorités. Une enquête a été ouverte par les autorités au sujet de la mort de Tyree King, dont le décès a été prononcé, vers 20H22 (00H22 GMT) mercredi soir, à l'hôpital pour enfants Nationwide, a précisé le communiqué posté sur la page Facebook de la police de Columbus.

• Venezuela/Non-Alignés/Sommet

Empêtré dans une violente crise politique et économique, le Venezuela accueille, ce week-end, le 17e sommet du Mouvement des Non-Alignés, exercice diplomatique délicat qui ne devrait pas réussir à masquer son isolement international. Le président socialiste Nicolas Maduro est sous pression: l'opposition de centre droit, majoritaire au Parlement, cherche à le faire partir cette année via un référendum révocatoire, en surfant sur son impopularité.

• UE/Grande-Bretagne

Les députés européens ont largement approuvé, hier, la désignation du Britannique Julian King pour le nouveau poste de commissaire européen à la Sécurité, dans un contexte tendu de débats sur les conditions de sortie du Royaume-Uni de l'UE. Les eurodéputés, réunis en séance plénière à Strasbourg, ont approuvé cette désignation par 394 voix pour, 161 contre et 83 abstentions.

France/Front social/Droit du travail

Nouvelles manifestations contre la réforme

AFP
(PARIS/France)

Plusieurs milliers de personnes battaient le pavé, hier, en France, manifestations pour certaines émaillées d'incidents, afin de réclamer une fois encore l'abrogation d'une réforme contestée du droit du travail, adoptée cet été après des mois d'une vive contestation politique et sociale. Pour la 14e fois, les opposants à la "loi Travail" ont défilé dans les rues de Paris et d'une centaine de villes pour demander le "retrait intégral" de cette loi défendue par le gouverne-

ment socialiste contre une partie de son camp. Le texte, censé fluidifier le marché du travail dans un pays où le chômage culmine à 10%, est jugé trop favorable aux employeurs par ses détracteurs qui ont multiplié les manifestations, souvent émaillées de violences. Des échauffourées ont éclaté à plusieurs reprises jeudi lors de la manifestation parisienne, des manifestants jetant des projectiles contre les forces de l'ordre qui ont à leur tour lancé des grenades lacrymogènes et assourdissantes. Des abribus et du mobilier urbain ont fait l'objet de dégradations.

Six personnes ont été interpellées avant et après le défilé où des jeunes ont scandé "tout le monde déteste la police". A Nantes et Rennes, deux villes de l'ouest où la contestation fut particulièrement vive, des affrontements ont aussi eu lieu avec la police. Après une trêve estivale, et malgré le vote du texte au Parlement, les détracteurs de la loi Travail ressortaient banderoles et slogans pour cette manifestation annoncée comme la dernière. "Loi travail, non merci. Retrait intégral", proclamait l'une d'elle. "Ce n'est pas ce que j'appelle un baroud d'honneur", a toutefois déclaré le dirigeant du

syndicat contestataire CGT, Philippe Martinez, dans le cortège parisien, évoquant pour la suite "d'autres axes de mobilisation: juridique et au sein des entreprises". Les syndicats espèrent notamment bloquer les accords d'entreprise à qui la loi donne la primauté sur les accords de branche en matière de temps de travail. Pour eux, à huit mois de la présidentielle, la manifestation vise aussi à maintenir la pression sur un exécutif socialiste accusé d'avoir délaissé son électorat. "On est tombé face à un gouvernement complètement intransigeant. Il en paiera sûrement les conséquences lors des

élections et à tous les niveaux", a prédit Cécile Gondard-Lalanne du syndicat Solidaires. Dans la ville de Belfort (est), le défilé s'est transformé en manifestation des salariés du groupe ferroviaire Alstom qui veulent sauver leur usine, berceau de l'emblématique train à grande vitesse (TGV). La direction souhaite transférer la production sur d'autres sites. Soucieux de ne pas paraître inactif face à la désindustrialisation de la France, le gouvernement multiplie les contacts pour ramener des commandes à Alstom.

Tibet-Chine/France/Visite du dalaï lama

L'Union européenne appelée à soutenir la cause tibétaine

AFP
(STRASBOURG/France)

Le dalaï lama a appelé l'Union européenne à une "critique constructive" de la Chine sur le dossier tibétain, au cours d'une visite, hier, à Strasbourg, auprès des institutions européennes. "L'UE peut aider l'avenir de la Chine en faisant une critique constructive, parfois nécessaire, à un moment où les dirigeants chinois, même partisans de la ligne dure, sont confrontés à une sorte de dilemme sur la façon de traiter ce problème", a expliqué le chef spirituel tibétain devant la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen. Les remarques de

l'Union européenne peuvent avoir un impact sur les dirigeants chinois, "pas comme dans les années 1960 ou 1970 quand ils se moquaient de ce que pensait le monde extérieur", a estimé le chef spirituel des Tibétains. Tout en soulignant qu'il avait pris sa retraite et n'était plus chargé des dossiers politiques, le dalaï lama a exhorté les eurodéputés à parler de la question du Tibet avec les dirigeants chinois dès qu'ils en ont l'occasion et à se rendre sur place car "c'est une preuve précieuse (de soutien) pour le peuple tibétain". "Les Chinois devraient enfin comprendre que le problème doit être réglé de façon raisonnable, car il ne va pas disparaître", a-t-il encore dit. Le président de la Com-

mission des Affaires étrangères, le chrétien-démocrate allemand Elmar Brok, a souligné "les pressions qui ont été exercées pour annuler cette réunion" et insisté sur le fait que "le Parlement européen a le droit de rencontrer qui il veut". Le dignitaire tibétain a ensuite évoqué la question chinoise devant des responsables et des diplomates du Conseil de l'Europe, l'organisation paneuropéenne dont le siège est à Strasbourg qui promeut la démocratie et les droits de l'Homme. "Je vous lance un appel pour que la question du Tibet reste à l'ordre du jour", a dit Tenzin Gyatso, 81 ans, évoquant les "six millions de Tibétains" qui "vivent dans la peur constante". "Nous sommes heureux de rester au sein de la

Chine, à condition qu'elle respecte notre culture, notre langue, nos traditions", a-t-il ajouté. Il a par ailleurs longuement disserté sur la nécessité de promouvoir une "éducation laïque fondée sur des valeurs intérieures et morales", afin de mettre en place une "culture de la compassion" et ainsi de mettre fin aux violations des droits de l'homme "motivées par la haine et la peur". "Un enseignement moral fondé sur la religion, par définition, ne pourra pas s'adresser à toute l'humanité", a insisté le dalaï lama, qui entend promouvoir un "sentiment d'unité pour les sept milliards d'êtres humains". Après ces rencontres avec les institutions européennes, le dignitaire bouddhiste - qui, comme à son habitude, a fait rire

l'assistance par ses bons mots et en se coiffant d'une serviette blanche mouillée - a donné une conférence devant quelque 1.800 personnes, dont environ la moitié de collégiens et de lycéens, rassemblés au Palais des congrès de Strasbourg. Interrogé sur la tolérance ou la question des migrants par six adolescents de 13 à 18 ans, il a notamment souligné que "la prière seule ne peut pas apporter la paix, la paix vient de nos actes", et qu'il "dépend de chacun d'entre nous de bâtir un avenir plus heureux". En France depuis lundi, pour sa première visite dans ce pays en cinq ans, le dalaï lama n'a pas été reçu par les autorités françaises, manifestement soucieuses de ne pas froisser Pékin.